



**William Chaparro,
éducateur aux EPI**

« Je travaille tous les jours avec des personnes en situation de handicap. On manque déjà de moyens aujourd'hui et les lois corsets ne feront qu'aggraver la chose. Si elles passent, les risques de maltraitance institutionnelle vont augmenter. »

**Hind El Khalfi,
référente socio-éducative**

« Si les lois corsets passent, il pourrait y avoir moins de bus et de tram, car le canton devrait couper dans les TPG pour mettre de l'argent ailleurs, par exemple pour pouvoir ouvrir un nouvel EMS. C'est absurde ! »



**Charlotte Wirz,
enseignante en école primaire**

« Si ces lois passent, ce sont vos enfants qui en pâtiront. Car l'école c'est des enseignant-e-s mais aussi des éducateurs-trices, des infirmiers-ères, des bibliothécaires, des secrétaires, du matériel scolaire, etc. On ne doit pas sacrifier la nouvelle génération, nous devons voter 2 x non. »



**Charlène Capuano,
animatrice socioculturelle
en maison de quartier**

« Les jeunes voudraient qu'on investisse massivement pour le climat, et les lois corsets nous empêcheront de le faire. Je ne comprends pas comment on peut encore débattre de la nécessité d'investir pour notre avenir ! »

**Et vous, si les lois corsets passent,
qu'est-ce que vous perdrez ?**

Plus d'info sur notre
site internet



et sur notre
page instagram



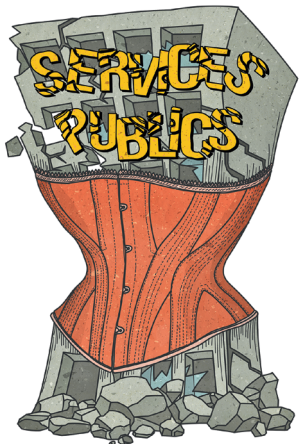
Le 28 septembre 2025, 2 X NON aux lois corsets

(lois 12574 et 12575)

NON à des contraintes absurdes

La majorité de droite du parlement cantonal a encore sévi en proposant de **démanteler brutalement les services publics et les prestations à la population**. Sa dernière trouvaille est d'exiger qu'en cas de budget déficitaire, aucun poste permanent supplémentaire ne puisse être créé à l'État, à l'exception des postes d'enseignant-es relatifs à la hausse des effectifs scolaires. D'autre part, elle veut limiter la croissance des charges à l'augmentation démographique.

Il n'est pas difficile de démontrer que **les besoins de l'État n'évoluent pas de la même façon que la démographie!** Le simple fait que la population vieillit sans forcément croître implique des besoins financiers supplémentaires (aide à domicile, EMS, aide sociale, prestations complémentaires, etc.).



NON au massacre des services publics

Les conséquences de telles mesures seraient dramatiques. Des coupes massives dans les prestations seraient opérées, qui pourraient mettre des milliers d'habitant-es de notre canton dans des situations extrêmement difficiles. Car c'est bien l'ensemble des services publics qui pourraient être remis en question.

Ces lois nous empêcheraient de déployer les moyens nécessaires pour parer au plus urgent, notamment dans les domaines de la santé, de l'aide sociale, de l'emploi ou de l'éducation. Il s'agit de propositions irresponsables, qui mettraient en danger l'ensemble de la population genevoise.

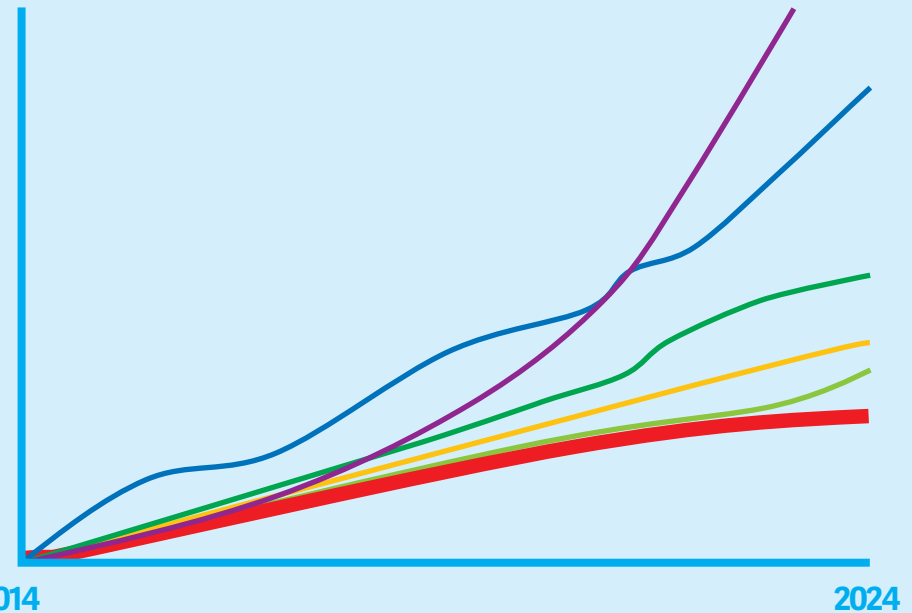
Licencier des éducateurs-trices pour engager des infirmiers-ères ?

Ces lois imposeraient de supprimer des postes de travail dans certains services pour pouvoir en renforcer d'autres.

Cela se traduirait par des charrettes de licenciements injustifiés, et la paralysie complète de services déjà sous l'eau. Ou alors renoncer à renforcer les services qui en ont besoin. Il n'y aura que des mauvais choix possibles. Tout le monde y perdra.

Nous voulons un État fort et solide, qui réponde aux besoins et aux évolutions de sa population. Nous nous opposons fermement à ce démantèlement des services publics. Serrer le corset jusqu'à faire exploser les services publics? **NON!**

Limiter les charges à l'augmentation démographique? C'est absurde!



- Dossiers d'aide sociale +54% (2012-2024)
- Heures de soins à domicile IMAD + 38 % (2013-2023)
- Enfants en structure d'éducation spécialisée +27%

- Personnes soignées aux HUG +25 %
- Procédures judiciaires +15 %
- Croissance démographique +10 %

Sources : HG, OCSTAT, SRED, HUG, PJ.

QUIZ

POUR ENGAGER PLUS D'INFIRMIERS-ÈRES AUX URGENCES...

- Je ferme un foyer d'accueil pour jeunes
- Je supprime deux lignes de bus
- Ni l'un ni l'autre, je vote 2 X NON aux lois corsets !**